

1/1 (17) REPONSES DU DR. J. R. BOOH BOOH AUX QUESTIONS SUR
LE RWANDA POSEES PAR LE PROFESSEUR DR. FILIP REYNTJENS

++++#++#====#++#++++

REPONSES A LA PREMIERE QUESTION:

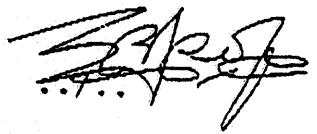
Puisque vous avez souhaité voir évoquer certains faits antérieurs au 2 Avril 1994, je vous dirais brièvement ceci:

Au cours des dix derniers jours du mois de Mars, les Observateurs aux négociations de l'Accord de Paix d'Arusha à savoir les Ambassadeurs à Kigali, de France, de Belgique, d'Allemagne, des Etats-Unis, du Zaïre, de la Tanzanie, du Burundi, d'Ouganda, le Nonce Apostolique et Doyen du Corps Diplomatique et moi-même, ont réussi à rapprocher sensiblement les deux tendances du Parti libéral qui constituait le dernier obstacle à la mise en place des institutions de la transition.

Mais contre toute attente nous avons vu surgir la revendication de la CDR (Coalition pour la Défense de la République) d'occuper un poste de Député à l'Assemblée Nationale de la transition conformément à l'Accord d'Arusha. De l'avis de tous, le Chef de l'Etat est soupçonné d'être l'Instigateur de la démarche de ce Parti extrémiste Hutu, impliqué dans de nombreux actes de violence et jusque là farouchement hostile à l'Accord de Paix d'Arusha.

Tous les efforts de la Communauté Internationale (représentés par les Observateurs rappelés plus haut) pour surmonter ce nouvel obstacle, vont s'avérer vains. Nous avons proposé notamment dans un Communiqué de Presse que dans un esprit de réconciliation nationale, la CDR puisse occuper son poste de Député mais qu'en retour la mouvance présidentielle renonce définitivement à susciter d'autres obstructions à la bonne exécution de l'Accord de Paix.

Ni HABYARIMANA, ni le FPR ... ont accepté cette proposition alors que les Partis politiques représentés au Gouvernement à l'exception du MRND appuyaient la position des Observateurs.



ICIR-98-41-7

Exh. D-B 10.1

Tendend on: 25/9/2000.

4

J'ai cherché en vain rencontrer le Chef de l'Etat à Kigali pour lui faire part de la lassitude des membres du Conseil de sécurité qui devant se réunir le 5 Avril étaient réticents pour proroger le mandat de la MINUAR.

M. Joseph NZIRORERA que j'ai contacté m'a informé le 1er Avril que le Chef de l'Etat allait passer la fête de Pâques à Gisenyi et qu'il serait disposé à m'y recevoir.

Ayant informé New-York, le Commandant de la Force a mis une forte escorte à ma disposition pour me rendre à Gisenyi le 2 Avril. A Gisenyi, je n'ai rencontré aucune Personnalité Officielle le 2 Avril.

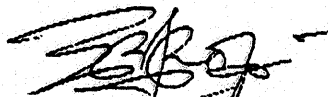
Le 3 Avril vers 11H, M. NZIRORERA est venu m'informer à l'Hôtel le Méridien de Gisenyi que le Président de la République était disposé de me recevoir à dîner chez lui le jour même. M. NZIRORERA a ajouté que le Président étant invité à déjeuner chez un de ses Anciens Ministres HIGANIRO Alphonse, originaire de Gisenyi, il me suggérait de me rendre aussi à ce déjeuner pour avoir un premier contact avec le Chef de l'Etat; ce que j'ai accepté bien que n'ayant jamais rencontré M. HIGANIRO.

A ce déjeuner, il y avait outre les Hôtes, le Chef de l'Etat et son épouse, NZIRORERA et son épouse, un Banquier du nom de Pasteur MUSADE et son épouse, le gendre du Président HABYARIMANA et son épouse et moi-même.

Au dîner chez le Président, les mêmes personnes se sont retrouvées avec en plus le Colonel Commandant de la place de Gisenyi et deux autres personnes qui ne m'ont pas été présentées.

S'agissant du fond de votre question, je voudrais insister sur le fait que je n'ai eu ni tête à tête, ni séance de travail avec le Président à Gisenyi.

Mais tant au déjeuner qu'au dîner les conversations à bâton rompu ont tourné essentiellement autour de l'Accord d'Arusha et de la nécessité avant le 5 Avril de mettre les institutions en place en laissant si nécessaire de côté le problème de la CDR. J'ai indiqué les sérieuses préoccupations du Secrétaire Général BOUTROS BOUTROS-GHA qui n'était pas sûr du renouvellement du mandat de la MINUAR; certains pays influents envisageant à contre coeur ce renouvellement pour quelques semaines seulement...



.../...

Le Président HABYARIMANA s'est aussitôt insurgé contre les accusations selon lesquelles c'est lui qui bloquait la mise en exécution de l'Accord. Voilà, Monsieur le Représentant Spécial, j'ai déjà prêté serment pour précisément exécuter l'Accord de paix; on ne saurait en dire de même pour l'autre partie a-t-il déclaré...

Il a attaqué le Président MUSEVENI d'Ouganda de soutenir militairement le FPR avant de s'en prendre à la Communauté Internationale qui fait des pressions intolérables sur lui alors qu'elle a toujours ménagé le FPR tant au cours des négociations de l'Accord de Paix d'Arusha qu'en ce qui concerne l'exécution actuelle dudit Accord.

M. NZIRORERA et tous ceux qui étaient présents, appuyaient bien sûr avec zèle les vues du Chef de l'Etat.

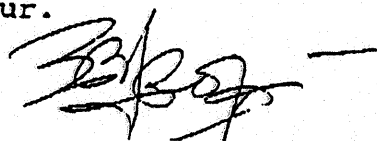
En discutant de l'insécurité croissante dans le pays, j'ai fait allusion à la rumeur selon laquelle le Président HABYARIMAN continuait de livrer des armes aux extrémistes Hutu du Burundi et qu'il prenait là des risques personnels sérieux. Le Président n'a pas réagi.

Devant mon insistance de voir le Président prendre une décision historique pour faire mettre les institutions de la transition en place avant la réunion du Conseil de Sécurité du 5 Avril, le Chef de l'Etat au moment de le quitter m'a informé qu'il se rendra à GBADOLITE le 4 Avril puis à DAR ES SALAM le 6 Avril et qu'il me recevra dès son retour à Kigali. Il ne m'a rien promis de précis. Son soutien à la CDR m'a semblé très ferme. Mais j'étais cependant satisfait d'avoir pu faire connaître les vives préoccupations du Secrétaire Général de l'ONU au Président de la République et ce, avant la réunion du Conseil de Sécurité.

REPOSE A LA DEUXIEME QUESTION:

Je ne suis pas au courant de la rencontre du Premier Ministre Madame UWLLINGIYIMANA avec les Officiers le 4 Avril.

Rentré de Gisenyi le 4 Avril soir (jour férié) j'ai pu seulement assister à la cérémonie marquant l'anniversaire de l'Indépendance du Sénégal qui se tenait à l'Hôtel le Méridien en qualité d'Invité d'Honneur.



Sur sa demande, j'ai rencontré par contre le Premier Ministre le 5 Avril accompagné de mon Conseiller Politique Principal Monsieur MAMADOU KANE. Le Premier Ministre n'a pas évoqué une rencontre qu'elle aurait eue avec les Officiers. Elle m'a plutôt parlé des efforts qu'elle a déployés pendant le Week end pour faire accepter la revendication de la CDR au FPR. Le FPR considère m'a t'elle dit que la CDR est une bande de Terroristes qui veulent souiller l'Accord de Paix de leurs crimes. Le FPR est fermement opposé à la position de la Communauté Internationale sur ce problème de la CDR.

Mais le Premier Ministre pensait que si le Chef de l'Etat rénonçait de façon solennelle à faire obstruction à la mise en place des institutions, Le FPR qui a confiance en elle pourrait peut être se montrer plus flexible sur la requête de la CDR.

Le Premier Ministre a apprécié le rapport que je lui ai présenté de mon séjour à Gisenyi et semblait beaucoup compter sur moi pour amener le Président à coopérer sincèrement avec Elle et avec le FPR.

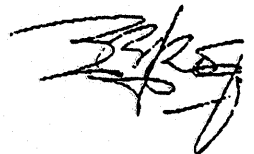
A la sortie de cette audience, mon Conseiller Politique Principal a pris contact avec le Directeur de Cabinet du Président ENOCH RUGIRA qui lui a dit que le Chef de l'Etat pourra me recevoir à son retour de Tanzanie et qu'il est possible qu'il fasse une déclaration ou rende public un Communiqué de Presse pour proposer une solution pour mettre un terme à l'impasse politique que connaît le Rwanda.

REPONSE A LA TROISIEME QUESTION:

Le Général DALLAIRE, Commandant des Forces de la MINUAR s'est rendu au Ministère de la Défense après avoir appris la mort du Chef de l'Etat pour savoir les mesures qui avaient été prises pour assurer la tranquillité dans le pays ainsi que la contribution éventuelle que la MINUAR pouvait apporter à l'effort du Gouvernement dans ce domaine.

C'est à ce moment que le Général DALLAIRE a été informé de l'existence d'un Comité Militaire de crise et de la désignation du Colonel GATSINZI au poste de Chef d'Etat Major par intérim de l'Armée.

.../...



Pressé par des questions délicates à caractère politique, Le Général DALLAIRE s'est référé à moi et m'a conseillé de recevoir une délégation d'Officiers des Forces Armées Rwandaises (FAR).

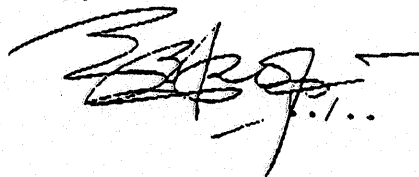
Peu avant minuit, le Colonel BAGOSORA, Directeur de Cabinet du Ministre de la Défense et le Lieutenant Colonel RWABILINDA EPHREM, Agent de liaison des FAR auprès de la MINUAR m'ont été présentés à ma résidence par le Général DALLAIRE. Outre le GENERAL, j'étais entouré de Moctar GUEYE Porte-Parole Adjoint de la MINUAR et NGIJOL Gilbert, Assistant du Représentant Spécial de l'ONU à Kigali. Notre entretien a duré moins d'une heure.

Le Colonel BAGOSORA m'a confirmé la mort du Chef de l'Etat et m'a informé de la mise en place d'un Comité militaire pour diriger provisoirement le Pays.

Je lui ai demandé si cela signifiait qu'il ya eu Coup d'Etat. Le Colonel BAGOSORA a rejeté énergiquement toute idée de coup d'état. Il a ajouté que le but des Officiers est de rassurer la population et de faire exécuter l'Accord de Paix d'Arusha. Pendant que le Comité militaire rassurera le Peuple a-t-il précisé, le Représentant Spécial poursuivra ses efforts pour rapprocher les Leaders Politiques afin de mettre les institutions de la transition en place le plus tôt possible.

J'ai répondu net que ce schéma des militaires Rwandais était contraire au mandat de la MINUAR et qu'il fallait que les militaires prennent plutôt contact avec le Premier Ministre qui est légalement en fonction ainsi qu'avec les dirigeants du MRND qui doivent désigner le Président de la République dans leurs rangs en vertu de l'Accord de Paix d'Arusha. J'ai suggéré également que les militaires puissent consulter les Observateurs de l'Accord de Paix. Le Général DALLAIRE a appuyé ma position et a ajouté que dans tous les pays démocratiques, les militaires obéissent aux ordres des Civils et non l'inverse.

Le Colonel BAGOSORA a accepté de rencontrer les Responsables du MRND et les Observateurs de l'Accord. Par contre, il a dit avec énergie que jamais les militaires prendront contact avec Madame le Premier Ministre qui a été rejetée par les membres de son propre Gouvernement et le Peuple Rwandais.



Informé de cette entrevue, l'Ambassadeur des Etats Unis a accepté après consultation avec les autres Ambassadeurs, d'accueillir la délégation des FAR et les Observateurs à sa résidence le 7 Avril à 9H ou 10H.

Cette réunion n'a pu avoir lieu car les rues de la Capitale étaient barrées par les militaires et les miliciens Hutu très tôt le matin du 7 Avril. Par contre la délégation des FAR dirigée par le Colonel GATSINZI et comprenant les Colonels BAGOSORA et EPHREM RWABILINDA a pu se rendre au Rendez-vous chez l'Ambassadeur des Etats Unis qui l'a reçue tout seul. Je n'ai pas été informé de ce qui s'est dit au cours de cette rencontre. Dommage, car je pense que les Observateurs auraient peut être pu dissuader le Colonel BAGOSORA et ses Collègues de ne pas commettre l'irréparable en ordonnant les assassinats odieux que l'on sait.

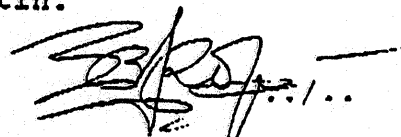
REPONSE A LA QUATRIEME QUESTION:

Comme je l'ai indiqué plus haut, le Colonel BAGOSORA a rejeté toute idée de prendre contact avec le Premier Ministre, en dépit de mes conseils et ceux du Général DALLAIRE sur l'opportunité d'une telle rencontre.

REPONSE A LA CINQUIEME QUESTION:

Oui, j'ai été en communication téléphonique constante avec le Premier Ministre toute la nuit du 6 au 7 Avril, et de façon épisodique avec le Premier Ministre désigné. Un Responsable du FPR et un Journaliste du FPR m'ont aussi téléphoné avant que je ne reçoive le Colonel BAGOSORA.

Vers une heure du matin, j'ai informé fidèlement le Premier Ministre des entretiens que j'ai eus avec le Colonel BAGOSORA. Lorsqu'elle a appris que les militaires rejettent énergiquement toute idée de contact avec le Premier Ministre, elle m'a dit excedée : je dois m'adresser au Peuple Rwandais très tôt le matin, aidez moi Monsieur le Représentant Spécial à me rendre à la Radio le matin pour pouvoir parler au Peuple Rwandais. J'ai promis faire tout mon possible pour qu'elle puisse se rendre à la Radio le matin.



J'ai demandé en outre au Premier Ministre si elle n'avait pas de FAX pour essayer de contacter dès maintenant les agences de presse et surtout les Radios Internationales très écoutées au Rwanda : Elle m'a répondu par la négative.

Le Premier Ministre ne m'a pas divulgué le contenu du message qu'elle voulait adresser au Peuple Rwandais. L'escorte spéciale mise en place le 7 Avril par le Général DALLAIRE pour conduire le Premier Ministre à la Radiodiffusion n'a pu effectuer sa mission, les rues de la Capitale, ayant déjà été barrées par les FAR et les miliciens très tôt le matin du 7 Avril.

Madame le Premier Ministre a pu cependant avant sa mort accorder une interview par téléphone à RFI qui a été radiodiffusée le 7 Avril dans la matinée.

Le Premier Ministre désigné informé par le Premier Ministre de nos contacts m'a téléphoné deux ou trois fois dans la nuit du 6 au 7 Avril pour avoir des informations et m'encourager à poursuivre mes efforts pour dissuader les militaires à faire un Coup d'Etat.

Madame le Premier Ministre m'a téléphoné pour la dernière fois le 7 Avril autour de 8H30 pour m'informer de l'arrestation du Ministre de l'Agriculture et de ses proches par les FAR ou la Garde Présidentielle. Le Premier Ministre désigné m'a confirmé peu après cette arrestation ainsi que celle du Ministre de l'Information.

REPONSE A LA SIXIEME QUESTION;

En dehors des entretiens à mon domicile relatés plus haut je n'ai pas eu d'autres contacts avec le Colonel BAGOSORA dans la nuit du 6 au 7 Avril. Je ne l'ai plus jamais revu depuis cette unique rencontre ni reçu un coup de téléphone de lui.

J'ignore tout de ce que Ce Colonel a pu faire et qui il a pu rencontrer en sortant de chez moi dans la nuit du 6 au 7 Avril en compagnie du Général DALLAIRE.

REPONSE A LA SEPTIEME QUESTION:

Je ne sais pas comment le "Gouvernement Intérimaire " a été formé. J'ignore qui l'a formé et où il a été formé. Je n'ai participé ni de près ni de loin à la formation de ce Gouvernement.



Connaissant ma position hostile à leur projet politique dès la nuit du 6 au 7 Avril, les cerveaux de ce Gouvernement ne m'ont plus du tout approché. Jusqu'à mon départ de Kigali le 12 Mai 1994. Je n'ai rencontré aucun membre de ce Gouvernement. J'ai à chaque fois eu un empêchement justifié (insécurité ou engagement à Arusha ou à Nairobi) pour décliner les invitations officielles qu'ils m'adressaient de les rencontrer.

Vous ne me verrez nulle part sur une photo ou un film avec les membres de ce " Gouvernement Intérimaire ".

Par contre, j'ai présidé le 15 Avril une réunion regroupant les FAR dirigées par le Colonel GATSINZI, Chef d'Etat Major par intérim des FAR et une délégation militaire du FPR pour discuter de la possibilité de signer un accord de cessez le feu.

Je dois dire que pour le Secrétariat Général des Nations Unies à New-York que j'ai consulté, il n'y avait aucune objection pour que je puisse rencontrer les autorités intérimaires du RWANDA, car l'ONU n'a pas pour principe de juger de la légitimité des Gouvernements ; Elle traite avec les autorités en place, un point c'est tout. Le 25 Mai, M. REZA sera reçu à Gitarama par le Premier Ministre du " Gouvernement Intérimaire " en qualité d'Envoyé Spécial de BOUTROS BOUTROS-GHALI.

REPOSE A LA HUITIEME QUESTION:

J'ai appris la mort des Casques Bleus Belges le 7 Avril. C'est je crois le Général DALLAIRE qui me l'a confirmé. Il était furieux que les FAR ou la Garde Républicaine aient refusé un moment qu'il prenne possession des Corps des Soldats.

Je ne connais pas les circonstances exactes de la mort des Soldats Belges. Le Général DALLAIRE est mieux placé pour vous donner des détails à ce sujet.

REPOSE A LA NEUVIEME QUESTION:

Je ne sais pas qui a participé le 9 Avril à la prestation de serment des nouvelles autorités. L'insécurité était telle à Kigali que le Général DALLAIRE m'a conseillé de ne pas me rendre

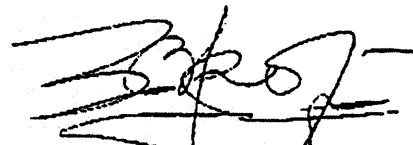
.../...



au lieu des cérémonies. A-t-il pu lui même s'y rendre ?
je ne sais pas.

En fait, le 9 Avril, les non Rwandais se préoccupaient plus à quitter le pays qu'à participer aux cérémonies organisées par les nouvelles autorités; La MINUAR était assaillie par des demandes d'aide et de protection tant des Rwandais que des non Rwandais./-

Yaoundé, 20 Juillet 1995.



Docteur Jacques-Roger BOOH BOOH
Ancien Représentant Spécial du
Secrétaire Général de l'ONU au RWAND

Roger Booh Booh
BP 12739
Yaoundé Cameroon

FO233962

Tel: (237) 20 86 30

Yaoundé 20 July 1995

Dear Professor,

I receive your fax dated 4 July 1995 one week late due to technical reasons. Included herewith is the information you requested.

I appreciate your concern to conduct an honest investigation on the tragedy the people of Rwanda continue to experience at a time when recent publications which I read on the issue seem both superficial and partisan.

A lot of energy is being expended blaming foreigners for co-existence problems between the Hutus and the Tutsis while enough time has not been spent meditating on the word taken from Psalms 9 verse 16:

*"The nations have fallen into the pit they have dug;
their feet are caught in the net they have hidden."*

You can count on my modest but sincere cooperation in your commendable effort.

Lastly, I am including two press releases published in Kigali and New York by some media which reflect the state of mind prevailing at the UNAMIR Headquarters on 7 and 8 April 1994.

Accept sir, the assurance of my highest considerations.

Prof. Dr Filip Reyntjens
Universitaire Centrum Antwerpen

Dr Jacques-Roger Booh Booh
Former UN Secretary General's
Special Representative to Rwanda

Fax: 0032 3 218 06 66

WS-020-204

1

Dr. J. R. Booh Booh's answers to questions on Rwanda asked Professor Filip Reyntjens

ANSWER TO THE FIRST QUESTION

As you have expressed the wish to recall some of the incidents which occurred prior to 2 April 1994, I would briefly state the following:

In the last ten days of March, observers to the Arusha Peace negotiations, namely the ambassadors, of France, Belgium, Germany, the United States, Zaire, Tanzania, Burundi, and of Uganda to Rwanda, the Apostolic Nuncio, the Dean of the Diplomatic Corps and I succeeded in bringing the two factions of the Liberal Party closer. That was the last hurdle to the installation of the transitional institutions.

However, contrary to all expectations, the CDR, (*Coalition pour la Defence de la Republique*) in conformity with the Arusha Accords, demanded one Parliamentary post within the transitional national assembly. Everyone suspected that the Head of State was the Brain behind this move by the extremist Hutu party involved in several acts of violence and which have until now strongly opposed the Arusha Peace Accords.

All the efforts made by the International Community (represented by the observers listed above) to overcome this new obstacle were in vain. In particular, we even proposed in a press release that, in the spirit of national reconciliation, the CDR should occupy its parliamentary post. In return, the presidential party would stop impeding the actual implementation of the Peace Agreement.

Neither Habyarimana nor the RPF accepted the proposal, though the political parties represented in government, except the MRND, supported the position of the observers.

I tried in vain to meet the Head of State, in Kigali, to inform him of the lassitude of members of the Security Council who are to meet on 5 April and are reluctant to extend UNAMIR's mandate.

I contacted Joseph Nzirorera who informed me on 1 April that the Head of State was spending Easter in Gisenyi and that he would receive me.

I informed New York of it and the Commander of the PeaceKeeping Forces provided heavy escort to take me to Gisenyi on 2 April. I did not meet any government official in Gisenyi on 2 April.

On 3 April, around 11 a.m., Mr Nzirorera came to see me at the Hotel Meridien in Gisenyi and informed me that the President of the Republic was ready to receive me over dinner at his residence that same day. Mr Nzirorera added that the President had been invited for lunch by one of his former Ministers, Alphonse Higaniro, a native of Gisenyi, and suggested that I attend the lunch so that I could have a first meeting with the Head of State; I accepted though I had never met Mr Higaniro.

Apart from the hosts, the following were at the lunch: the Head of State and his wife, Nzirorera and his wife, a banker named Pasteur Musade and his wife, President Habyarimana's son-in-law and his wife and I.

The same people, including the local commander of Gisenyi and two people who were not introduced to me, attended the dinner at the President's residence.

Regarding the substance of your question, I would like to insist that I did not have a private conversation or a working session with the President in Gisenyi.

However, both at the lunch and dinner, the desultory conversation focused mainly on the Arusha Accords and the need to install the institutions before 5 April by ignoring, the CDR

problem, if necessary. I raised the grave concerns of the Secretary General, Boutros Boutrou-Ghali, who was not sure that UNAMIR's mandate would be renewed. Some powerful countries reluctantly proposed a few weeks' renewal...

President Habyarimana immediately refuted the accusations that he was impeding the implementation of the Arusha Accords. "You see, Special Representative, I have sworn an oath to implement the Arusha Accords; the same cannot be said of the other party" he declared.

He criticized President Museveni of Uganda for supporting the RPF militarily and then attacked the International Community for bringing unbearable pressure to bear on him while it had always treated the RPF tactfully both in the Arusha Peace negotiations and in the real implementation of the Arusha Peace Accord.

Obviously, Mr Nzirorera and everyone present supported the views of the Head of State with zeal.

As regards the increasing insecurity in the country, I referred to the rumours that President Habyarimana continued to send weapons to the Hutu extremists in Burundi and that in so doing, he was taking personal and serious risks. The President did not react.

When I insisted that the President should take a historic decision by installing the transitional institutions before the meeting of the Security Council scheduled for 5 April, the Head of State informed me as he left that he would be going to Gbadolite on 4 April and Dar es Salaam on 6 April, and would receive me when he returned to Kigali. He did not promise me anything in particular. It seemed that he had an unflinching support for the CDR. However, I was satisfied that I informed the President of the Republic about the serious concerns of the UN Secretary General before the Security Council meeting.

ANSWERS TO THE SECOND QUESTION

K0233966

I am not aware of Prime Minister Uwllingiyimana's meeting with the officers on 4 April.

When I returned from Gisenyi in the evening of 4 April (public holiday) I was only able to attend Senegal's independence day celebration, as Guest of Honour, at L'Hotel Meridien.

However, on her request, I met the Prime Minister on 5 April accompanied by my Principal Political Advisor, Mamadou Kane. The Prime Minister did not mention any alleged meeting with the officers. Rather, she spoke of the efforts she deployed at the weekend to make the RPF accept CDR's demand. According to her, the RPF considered the CDR as a band of terrorists who want to derail the Peace Accords with their crimes. The RPF strongly rejected the position taken by the International Community on the CDR problem.

However, the Prime Minister felt that if the Head of State made a formal pledge not to obstruct the installation of the institutions, the RPF which has confidence in her would be more flexible regarding the CDR's demand.

The Prime Minister was satisfied with my Gisenyi mission report which I presented to her and she seemed to be counting on me more to bring the President to cooperate genuinely with her and the RPF.

After the audience, my Principal Political Advisor contacted Enoch Rugira, the President's Director of Cabinet, who informed him that the Head of State would receive me when he returned from Tanzania and that he would very likely make a statement or issue a press release to propose a solution to the political impasse in Rwanda.

ANSWER TO THE THIRD QUESTION

After he learnt of the death of the Head of State, General Dallaire, Commander of UNAMIR forces, visited the Ministry of Defence to find out what measures had been adopted to maintain peace in the country and what possible contribution UNAMIR could make to support the effort of the government in that area.

It was during that visit that General Dallaire was informed of the existence of a Military Crisis Committee and the appointment of Colonel Gatsinzi as Acting Chief of Staff.

Assailed with sensitive political questions, General Dallaire contacted me and advised me to receive a delegation of Rwandan Armed Forces officers. (FAR).

Shortly before midnight, Colonel Bagosora, Director of Cabinet, Ministry of Defence and Lieutenant Colonel Ephrem Rwabilinda, Officer responsible for Liaison with UNAMIR were introduced to me by General Dallaire at my residence. In addition to the General, I was with ~~Moutar~~ Gueye, UNAMIR's Deputy Spokes Person and Gilbert Ngijol, Assistant to the UN Special Representative to Kigali. Our meeting lasted at least one hour.

Colonel Bagosora confirmed the death of the Head of State and informed me that a Military Committee had been set up to temporarily run the country.

I asked him if that meant that there had been a coup d'état. Colonel Bagosora categorically rejected the idea of a coup d'état. He explained that the Committee of officers was set up to reassure the people and implement the Arusha Peace Accord. He explained that while the military assured the people, the Special Representative would continue with efforts to promote reconciliation between the political leaders so that the transitional institutions could be installed as early as possible.

I responded clearly that the Rwandan military plan was contrary to the UNAMIR mandate and advised that the soldiers should contact the Prime Minister who was legally in office and MRND leaders who had been designated to appoint the President of the Republic from among their ranks in conformity with the Arusha Accords. I also suggested that the soldiers should consult the Peace Talk observers. General Dallaire supported my position and added that in all democratic countries, soldiers obey orders from civilians and not vice versa.

Colonel Bagosora accepted to meet MRND leaders and observers to the Peace Talks. However, he stated categorically that the soldiers would never meet with the Prime Minister who had been rejected by the members of her own government and the People of Rwanda.

Informed of this interview, and after consultations with other Ambassadors, the US Ambassador accepted to receive the FAR delegation and the observers at his residence on 7 April at 9 a.m. or 10.00 a.m.

~~The meeting~~ did not take place because soldiers and Hutu militiamen blocked roads in the capital very early in the morning of 7 April. However, the FAR delegation led by Colonel Gatsinzi and made up of Colonels Bagosora and Ephrem Rwabilinda made it to the appointment at the US Ambassador's residence who received the delegation alone. I was not informed of what transpired at the meeting. This was quite unfortunate because I felt that the observers would have dissuaded Colonel Bagosora and his colleagues from committing the irreparable act of ordering the heinous murders which we all know about.

ANSWER TO THE FOURTH QUESTION

As stated above, Colonel Bagosora rejected the idea of contacting the Prime Minister in spite of my advice and that of General Dallaire on the usefulness of such a meeting.

RESPONSE TO THE FIFTH QUESTION

Yes, I was constantly in telephone contact with the Prime Minister throughout the night of 6 to 7 April and occasionally with the Prime Minister designate. An RPF leader and an RPF journalist also telephoned me before I received Colonel Bagosora.

Around 1 a.m., I painstakingly informed the Prime Minister of the details of the meetings with Colonel Bagosora. When she learnt that the soldiers had categorically rejected the idea of contacting the Prime Minister, she said: "I must address the people of Rwanda very early in the morning. Please, assist me, I must get to the Radio Station very early in the morning in order to speak to the people of Rwanda". I promised to do my best to help her get to the Radio station in the morning.

Moreover, I asked the Prime Minister whether she had a fax machine which she could use to contact the media, particularly, international Radio stations with large listening audiences in Rwanda. She responded in the negative.

The Prime Minister did not disclose the content of the message which she was to give to the people. The special escort provided by General Dallaire on 7 April to accompany the Prime Minister to the Radio Station was unable to carry out its mission because the roads in the Capital had been blocked by FAR and the miliniamen very early in the morning of 7 April.

However, before she died, the Prime Minister granted RFI a telephone interview which was aired in the morning of 7 April.

Informed by the Prime Minister of our telephone contacts, the Prime Minister designate telephoned me twice or trice in the night of 6 to 7 April to obtain information and encouraged me to continue my efforts in dissuading the soldiers from organizing a coup.

The Prime Minister telephoned me for the last time on 7 April around 8:30 a.m. and informed me of the arrest of the Minister of Agriculture and his associates by FAR or the Presidential Guard. Shortly after, the Prime Minister designate informed me of the arrest as well as that of the Minister of Information.

ANSWER TO THE SIXTH QUESTION

Apart from the discussions at my residence mentioned above, I did not have any other contact with Colonel Bagosora in the night of 6 to 7 April. I neither saw him after that single contact nor received any telephone calls from him.

I do not know what the Colonel did or who he met when he left my residence in the night of 6 to 7 April with General Dallaire.

ANSWER TO THE SEVENTH QUESTION

I do not know how the "Interim Government" was formed. I do not know who formed it or where it was formed. I was not involved in any way in the forming of that Government.

Aware of my hostile stand to their political plan, from the night of 6 to 7 April, the brains behind that government no longer approached me. Until I left Kigali on 12 May 1994, I did not meet with any member of that government. I always gave justified excuse (insecurity or commitment in Arusha or Nairobi) to decline official invitations to meet with them.

I am not in any photo or in any film with the members of the "Interim Government"

However, on 15 April, I presided over a meeting of FAR leaders led by Colonel Gatsinzi, the FAR Interim Chief of Army Staff, and an RPF military delegation in order to discuss the possibility of signing a cease-fire agreement.

I must state that when I consulted the United Nations Secretariat in New York, there was no objection to my meeting the members of the Rwandan Interim Government because, as a rule, the United Nations did not question the legality of governments. It deals with the government in place. Period. On 25 May, Mr Reza, Boutros Boutros-Ghali's Special Envoy was received in Gitarama by the Prime Minister of the Interim Government.

ANSWER TO THE EIGHTH QUESTION

I learnt of the death of the Belgian Blue Berets on 7 April. I think I was informed by General Dallaire. He was furious that, at some point, FAR or the Presidential Guard had refused to allow him to take the bodies of the soldiers.

I am unaware of the circumstances surrounding the death of the Belgian Soldiers. General Dallaire would be in a better position to give detail on this issue.

ANSWER TO THE NINTH QUESTION

I do not know who participated in the 9 April swearing in ceremony of new the leaders. The insecurity in Kigali was such that I was advised by General Dallaire not to attend the ceremony. Was he able to attend himself? I do not know.

In fact, on 9 April, the non-Rwandans were more concerned about leaving the country than about attending the ceremonies organized by the new administration. UNAMIR was overwhelmed by requests for assistance for protection by both Rwandans and non-Rwandans.

Yaoundé 20 July 1995

Dr Jacques-Roger Booh Booh
Former UN Secretary General Representative to Rwanda